REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 07 au 13 juin 2022

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Projet Ecofish : Economie bleue.....2
- Création d'un réseau régional de journaliste pour promouvoir l'économie bleue

1.2 Agriculture : Sécurité alimentaire.....4
- Madagascar : une concertation nationale sur l'agriculture

1.2 Environnement : projet ExPLOI.....6
- Création artistique :" Bulles d'espoir dans l'Océan Indien » à travers la musique et des BD
- Journée mondiale de l'océan : se mobiliser pour préserver cette source de vie

2. Centres d'Intérêts

2.1 Tourisme.....8
- Arrivées touristiques 313 548 visiteurs accueillis à Maurice en cinq mois

2.2 Economie.....9
- Développement agricole : Un financement de 16,9 millions de la BAD pour le PIC Agricole Sud

2.3 Société.....10
- Principes et droits fondamentaux au travail : Avènement de la catégorie sécurité et santé
- Filière canne à sucre : 2 matinées d'échanges et de démonstrations autour du désherbage

2.4 Environnement.....12
- Restauration de mangroves : 200 000 propagules plantées dans la commune de Boanamary

2.5 Energies.....13
- Echanges sur le projet de code des énergies I Les discussions prennent fin cet après-midi

2.6 Education.....14
- Vers un dialogue inclusif des partenaires pour un développement durable de l'éducation

2.7 Covid-19.....15
- Attention danger – la Covid-19 amorce un retour en force

Création d'un réseau régional de journaliste pour promouvoir l'économie bleue



Promouvoir la croissance et le développement des milieux aquatiques (océans, mers, rivières, lacs, eaux souterraines, etc.) des pays de la sous région, dans le cadre d'une économie bleue et soutenir l'intégration de la biodiversité aquatique dans tous les secteurs productifs en vue d'une certaine exploitation durable, est une des priorités de l'autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), qui pour y parvenir, a après avoir lancé en octobre 2021, le projet de l'économie bleue dans la région, s'est tourné cette fois-ci à former les points focaux et les journalistes des pays membres de l'organisation pour qu'ils puissent travailler en synergie, dans le but d'informer et responsabiliser le grand public, les acteurs directs et les décideurs sur l'importance du secteur de l'Economie Bleue dans la région, encourager les populations, les acteurs du secteurs et les décideurs dans leurs prises de décision et surtout à soutenir l'intégration de la biodiversité aquatique dans tous les secteurs productifs en vue d'une exploitation durable de l'économie bleue.



C'est du moins le sens de l'atelier de formation qui s'est déroulé du 30 mai au 1er juin dernier à Nairobi au Kenya. Organisé par le département de l'agriculture et de l'environnement de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) en collaboration avec l'organisation ECOFISH ledit atelier qui a bénéficié d'un financement de la Suède, a réuni à l'hôtel Hilton de Nairobi, des représentants de l'IGAD, dont le porte-parole de cette organisation des pays de l'Afrique de l'Est, Nour Sheikh, une équipe d'ECOFISH, des journalistes et des points focaux des départements en charge de l'économie bleue, de Djibouti, du Soudan, de la Somalie, du Sud Soudan, de l'Ethiopie, de l'Ouganda et du Kenya.
Il s'agit ici pour l'organisation de ces pays de l'Afrique de l'Est, initiatrice de IGAD de ce programme de formation de trois jours, de renforcer d'une part les capacités

des points focaux afin de leur permettre d'identifier, comprendre et appliquer des stratégies médiatiques pour plaider en faveur de la politique de l'économie bleue et de l'autre à sensibiliser les journalistes sur l'importance et la valeur économiques, environnementales et nutritionnelles de l'économie bleue.
Plus globalement ,l'atelier avait pour objectif de créer un réseau régional des médias pour leur permettre de partager les informations, de données et d'études de cas sur le secteur et promouvoir ainsi sa croissance et son développement au niveau de chaque pays de la région.
Le directeur du développement de la pêche et de l'aquaculture du ministère kenyan de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et des coopératives, également point focal d'ECOFISH pour son pays, Rodrick Kundu qui a ouvert les travaux de l'atelier, a souligné l'importance des médias dans la promotion des efforts nationaux pour intégrer ce secteur.

Rachid Bayleh

Plus d'infos cliquez les liens dessous :

- https://nation.sc/articles/13831/journalists-from-the-region-follow-ecofish-training-to-better-report-on-different-aspects-in-fisheries-
- http://www.mosfa-ompda.org/en/2022/05/ecofish-media-workshop-journalists-take-the-plunge/?fbclid=IwAR01l5zLh4IjP73H1HBSz1r2h1UsxzFQc2rI6A7vAUOdJBDxoOkOv8zpyCk
- https://www.kenyanews.go.ke/engaging-media-to-promote-blue-economy-in-the-region/
- https://nation.sc/articles/13830/seychelles-enforces-measures-towards-sustainable-fishing-
- https://igad.int/igad-brings-together-blue-economy-experts-and-officials-and-media-from-member-states/?fbclid=IwAR3V9HymU0HjwTQ_pJcjZWaP_V5LMNxeVvQL5Zwdbz1F-u4iDgLvg6ucAvE
- https://fish-trade-women-in-blue-economy.blogspot.com/2022/05/fish-trade-changing-lives-and-aiding.html
- https://www.citizen.digital/lifestyle/bradox-osumo-the-big-fish-that-caught-odinga-and-karua-on-their-big-day-n299098
- https://www.kbc.co.ke/why-there-is-need-for-a-paradigm-shift-in-news-reporting/
- https://sonna.so/ar/%D8%A7%D9%84%D8%A3%D8%AE%D8%A8%D8%A7%D8%B1/%D8%A7%D9%84%D8%A3%D8%AE%D8%A8%D8%A7%D8%B1-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%AD%D9%84%D9%8A%D8%A9/%D9%81%D9%8A-%D8%AE%D8%AA%D8%A7%D9%85-%D9%88%D8%B1%D8%B4%D8%A9-%D8%B5%D8%AD%D9%81%D9%8A%D8%A9-%D8%AD%D9%88%D9%84-%D8%AD%D9%85%D8%A7%D9%8A%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%A7%D9%82%D8%AA%D8%B5%D8%A7%D8%AF-%D8%A7/
- https://www.suna-sd.net/read?id=740638

Madagascar : une concertation nationale sur l'agriculture

Le défi du président malgache Andry Rajoelina, dans son Plan Emergence Madagascar (PEM), est de rattraper le retard dans la transformation structurelle de l'économie afin de créer une croissance soutenue.
Dans une lettre aux membres du gouvernement en début mai, il a incité ces derniers à une focalisation sur l'agriculture pour lutter contre la pauvreté et amorcer un réel développement du pays. Le taux actuel de pauvreté à Madagascar, selon les indications de la Banque mondiale, augmente cette année à 81% de la population en raison de la crise du Covid. Alors qu'Andry Rajoelina avait ciblé l'autosuffisance alimentaire parmi ses « 13 Objectifs » de promesse présidentielle.



prochaine, du 16 au 18 juin 2022 une
re pour le développement durable de
ntifiera les idées et stratégies d'enclencher
sannes à la base qui sont l'agriculture et
voir et de prioriser les investissements du

8% des 36 millions d'ha des terres arables sont cultivées
Environ 80 % de la population malgache, soit plus de 20 millions vivent en milieu rural, et la Grande île dispose d'énormes potentiels de développement rural. Sur 36 millions d'hectares de superficie cultivable seulement 8% sont cultivées. Au-delà de 100.000 ha en cours dont 50.000 ha dans le Bas Mangoky, le régime vise dans l'immédiat 270.000 ha de terres à cultiver, et une production additionnelle d'au moins 500.000 tonnes de riz par an.
La nécessité de trouver d'autres méthodes pour une meilleure production agricole s'impose afin de viser l'objectif de PEM, puisque l'agriculture malgache est encore caractérisée par une prédominance des techniques traditionnelles. Il va falloir la mécaniser pour la rendre moderne et productiviste.
C'est dans ce sens que le 11 mai 2022, le chef de l'Etat malgache a inauguré des nouvelles infrastructures du centre national de recherche appliquée au développement rural (FOFIFA). Une cérémonie en présence des ambassadeurs de l'Union européenne et de la France, prouvant que ces derniers apportent leur appui à Madagascar dans cette quête d'autosuffisance alimentaire.
Le projet FoodSec Semence
Le FOFIFA est désormais des nouveaux équipements, nécessaires aux travaux de recherche du centre dans le cadre du projet FoodSec Semence. Celui-ci est mené par le CIRAD et financé par l'Union européenne est en partenariat avec la Commission de l'océan Indien et associe de nombreux partenaires
régionaux afin de relancer une filière régionale de semences et de plants sains à des fins alimentaires et nutritionnelles à Madagascar, aux Comores, aux Seychelles et à Maurice.
Le projet FoodSec Semence a démarré officiellement en janvier 2021, sera conduit jusqu'en mars 2025, et mis en œuvre à Madagascar, dans les régions de Vakinankaratra, Analamanga et Itasy, par le FOFIFA avec l'appui du CIRAD à La Réunion et à Madagascar.

Avec cette mobilisation régionale, le souhait de Madagascar de devenir demain le grenier de riz de l'Océan indien n'est pas impossible.



Paysans à l'oeuvre avec des moyens rudimentaires dans un champ de riz

Avec l'appui de la BAD, le régime Rajoelina peut effectivement concrétiser ce vœu à travers le PSAEP (programme sectoriel de l'agriculture, l'élevage et la pêche). Car le soutien à la création de conditions favorables à l'investissement privé dans l'agriculture, notamment l'accès amélioré aux produits alimentaires pour une meilleure productivité dans l'agriculture figure parmi les trois domaines prioritaires de la coopération de la BAD dans le pays.

Dans la foulée, les pouvoirs publics entendent mettre l'accent sur la promotion de zone d'émergence agricoles et de l'agribusiness. Au dernier jour de la concertation national, précisément le 18 juin 2022 est programmé un forum B to B sur l'Agribusiness, par l'Economic dévelopment board of Madagascar (EDBM) avec trois ministères (Agriculture et Elevage, Industrie et Consommation, Aménagement du Territoire).

Leadership de l'organisation, le ministère de l'Agriculture et de l'élevage sous la direction de Harifidy Ramilison vient d'identifier plus de 100 projets sur l'agribusiness portés par des investisseurs nationaux en quête de financement. De plus, près de 20.000 ha de terrain des particuliers ou associations sont prêts à être valoriser pour l'agribusiness. A part les divers groupements et associations impliqués dans le secteur, les opérateurs souhaitant investir dans le milieu ayant 100 ha et plus seront les bienvenus de ce forum.



CRÉATION ARTISTIQUE

« Bulles d'espoir dans l'océan plastique » à travers la musique et des BD

À partir du lundi 13 juin et ce jusqu'au 21 juin 2022, l'Institut français de Maurice (IFM) accueille une résidence de création artistique intitulée « Bulles d'espoir dans l'océan plastique ». L'événement s'inscrit dans la dynamique de sensibilisation aux enjeux de la pollution plastique et de la promotion de modes alternatifs de production et de consommation.

La résidence artistique vise à utiliser la création artistique pour rendre intelligible l'enjeu multiforme de la pollution plastique et sensibiliser des publics variés, notamment les jeunes, aux impacts, aux risques et aux opportunités. Les résidents seront accompagnés dans leur travail par Fred Neidhardt, dessinateur et scénariste de bandes dessinées, et Zim, auteur-compositeur-interprète.

Les projets qui seront créés donneront lieu à une restitution publique de leur travail le mardi 21 juin 2022 pendant la Fête de la musique. Cette résidence est proposée dans le cadre du projet ExPLOI financé par l'Agence française de développement et le Fonds français pour l'environnement mondial. Elle est organisée par l'IFM et la Commission de l'océan Indien.

DEUX MOTS SUR...

ZIM

Zim est un auteur-compositeur-interprète qui slame, rappe, joue les crooners, fait du beat-box et même du stand-up. Jeune artiste français, il arpente les scènes, toujours en quête d'échange avec le public, sans artifices.

Sa grande et large culture musicale se ressent dans sa totale liberté de passer d'un genre à l'autre sans pour autant sacrifier son style. Tour à tour drôles, sensibles et décalées, ses chansons se sont construites au fil de coups de gueule, d'instants précieux et de moments délicieux.

FRED NEIDHARDT

Fred Neidhardt est auteur de nombreuses bandes dessinées, dont « Les Aventures de Monsieur Tue-Tout », en duo avec Fabrice Tarrin, une parodie de « Spirou et Fantasio » intitulé « Spouri et Fantaziz », entre autres. Il est également scénariste pour des séries d'animation telles que « Captain Biceps », « Les Lapins crétins : invasion » et « Les Chronokids ».

Depuis 2018 il participe à la création de films d'animation avec des étudiants en tant qu'enseignant à l'ESMA Montpellier. Le 4 septembre 2020, les Éditions Dupuis publient « Spirou chez les Soviets », album hors-série écrit par Fred Neidhardt et dessiné par Fabrice Tarrin.

Résidence de création artistique

Du lundi 13 au mardi 21 juin, l'Institut français de Maurice (IFM) et la Commission de l'océan Indien organisent une résidence dans le cadre du projet Expédition Plastique Océan Indien (ExPLOI), financé par l'Agence française de développement et le Fonds français pour l'environnement mondial. Cette résidence de création artistique, Bulles d'espoir dans l'océan plastique, est prévue à 18 heures à l'IFM, à Rose-Hill. La musique et la bande dessinée sur le thème de la pollution plastique des océans seront abordées. Les résidents seront accompagnés dans leur travail par Fred Neidhardt, dessinateur et scénariste de bandes dessinées, et Zim, auteur-compositeur-interprète. Les projets donneront lieu à une restitution publique, le mardi 21 juin, pendant la Fête de la musique.

Journée mondiale de l'océan : se mobiliser pour préserver cette source de vie

Source de vie, qui abrite un patrimoine naturel exceptionnel, l'océan, et notamment l'océan Indien, est soumis à de fortes pressions. La journée mondiale de l'océan, ce mercredi 8 juin, est l'occasion de sensibiliser sur les dangers qui le guettent et sur la nécessité de l'en préserver.

L'océan couvre plus de 70% de la planète, produit au moins 50% de son oxygène, stocke jusqu'à 30% de CO^2 et abrite la majeure partie de la biodiversité terrestre.
Avec 90% des populations de gros poissons déjà épuisées et 50% des récifs coralliens détruits, les océans ont subi des niveaux d'exploitation de ses ressources naturelles incomparables.


Poissons et coraux dans le lagon, La Réunion. .

Lutter contre la pollution plastique

L'océan Indien est celui où la pollution plastique a été la moins étudiée, alors que certaines des rivières les plus polluées de la planète se déversent dans ses eaux. En 2021, une étude scientifique vient de revoir à la hausse ses estimations concernant la quantité de micro billes de plastique qui encombre les océans. Des particules ingérées par les poissons dont les mammifères marins.

Les îles de l'Indianocéanie en souffrent, les écosystèmes sont dégradés et les chaînes alimentaires sont perturbées. Un projet régional pour améliorer la connaissance de la pollution causée par les déchets plastiques, le projet ExPLOI, a été mis en œuvre par la Commission de l'Océan Indien.
Suite de l'article

Arrivées touristiques 313 548 visiteurs accueillis à Maurice en cinq mois



Les chiffres mensuels sur les arrivées touristiques sont connus. Maurice a accueilli un total de 313 548 touristes entre janvier et mai contre 2 945 visiteurs seulement au cours de la même période en 2021, rapporte Statistics Mauritius ce vendredi 10 juin.

Le pays enregistre 70 462 touristes au mois de mai, soit 13 806 visiteurs de moins comparativement à avril. Autres chiffres : sur les 313 548 touristes enregistrés, 312 557 visiteurs sont venus par avion et 991 par bateau. À savoir que lors de son grand oral le mardi 7 juin, le ministre des Finances a indiqué que le gouvernement table sur 1 million de visiteurs cette année et 1,4 million de touristes en 2023.
Évolution des arrivées touristiques cette année
Janvier – 40 028
Février – 52 724
Mars -66 066
Avril – 84 268
Mai -70 462

Développement agricole : Un financement de 16,9 millions de la BAD pour le PIC Agricole Sud



La ministre de l'Economie et des Finances Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison (ici avec le représentant pays de la BAD Adam Amoumoun) multiplie les signatures d'accords de financement pour le développement

Au beau fixe. Les relations entre Madagascar et le groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) se concrétisent avec des financements qui se suivent.

Des accords de financement pour un montant total de 16,9 millions de dollars USD ont été signés mercredi dernier respectivement par la ministre de l'Economie et des Finances Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison et le représentant pays du groupe de la Banque africaine de développement à Madagascar, Adam Amoumoun.

Impacts positifs

Ce financement est destiné à la mise en œuvre de la première phase du programme de pôle intégré de croissance agricole et agro-industriel au Sud de Madagascar (PICAS). Un programme qui aura des impacts positifs sur la vie des paysans du Sud puisqu'il vise en premier lieu à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les régions d'Anosy et d'Androy à travers le développement d'infrastructures de production et d'accès aux marchés. Le programme aidera également à la promotion des chaînes de valeur agricoles résilientes et stimulera le développement de l'emploi et de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes. À terme, la première phase du programme doit permettre de réduire le pourcentage d'habitants ne disposant pas de l'apport minimal de 2.133 kilocalories par jour. Il devrait passer de 75 à 60%. Le programme devrait aussi permettre de rehausser les rendements de la production de céréales telles que le riz qui atteindra quatre tonnes à l'hectare (contre 1,5 tonne à l'hectare actuellement) et le maïs, à deux tonnes par hectare (contre 1,2 tonne à l'hectare actuellement). Au moins 6 000 personnes supplémentaires (dont 3 000 femmes) auront accès à l'eau potable et quelque 3 000 emplois additionnels (dont 1 200 pour les femmes) devraient être créés. **Suite de l'article**

Principes et droits fondamentaux au travail : Avènement de la catégorie sécurité et santé


Les délégués lors de la séance plénière à la conférence internationale du travail (source : OIT)

Le projet de ratification de la convention 155 relative à la sécurité et la santé des travailleurs ainsi que celle 187 sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé des travailleurs serait actuellement au niveau du gouvernement. Avec un peu de chance, la ratification pourrait se faire cette année.

Historique. C'est ce qui définit le mieux la décision prise en faveur du monde du travail et de l'emploi, le vendredi 10 juin dernier. «*Les délégués présents à la Conférence internationale du Travail (CIT) ont adopté une résolution visant à ajouter le principe d'un environnement de travail sûr et sain aux principes et droits fondamentaux au travail de l'Organisation internationale du Travail (OIT)*». Conséquence, une cinquième catégorie de droits et principes fondamentaux au travail est née et se réfère à la sécurité et à la santé. Il conviendrait de noter que les quatre autres catégories sont : «*la liberté d'association et la reconnaissance effective du droit de négociation collective ; l'élimination de toute forme de travail forcé ou obligatoire ; l'abolition effective du travail des enfants ; l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession*». La décision n'épargne pas Madagascar qui avancerait déjà actuellement vers la ratification de la convention155 relative à la sécurité et la santé des travailleurs ainsi que celle 187 sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé des travailleurs. «*Le projet de ratification est actuellement au niveau du gouvernement et nous espérons que cela se fera cette année*», nous a confié Jerison Razafimanantsoa, secrétaire général auprès du ministère de l'Emploi, du Travail et des Lois sociales. Selon le responsable, «*le processus de ratification comprend diverses étapes telles des observations et des rectifications pour assurer sa faisabilité* ». **Suite de l'article**

Filière canne à sucre : 2 matinées d'échanges et de démonstrations autour du désherbage

par Celine Spectra

Le Réseau d'Innovation et de Transfert Agricole (RITA) en Canne à sucre organise **deux matinées d'échanges et de démonstrations pour les agriculteurs et acteurs de la filière autour du désherbage** ce mardi 14 juin 2022 à 8 h à La Mare, balance de réception du grand Prado, rue André Lardy. Ainsi que le jeudi 16 juin 2022 à 8 h à l'Étang salé, station de sélection variétale d'eRcane.
Un rendez-vous important pour les agriculteurs et acteurs de la filière.

Ce rendez-vous est l'occasion de présenter **les dernières actualités, ainsi que les innovations** en ce qui concerne la lutte contre l'enherbement. Au programme :
Démonstrations de désherbage de la canne au champ
Techniques complémentaires (mécanisation, plantes de services, Paillis…)
Entretien et réglages du matériel de pulvérisation
Prévention des risques santé et environnement….

Pour cette édition 2022, les partenaires du RITA ont souhaité toucher le plus d'agriculteurs possibles. Autour d'eux sont donc présents des techniciens, agronomes, organisme de recherche, développement et de formation, partenaires institutionnels, afin d'échanger sur le désherbage, **une pratique de plus en plus complexe et impactante pour la production cannière de l'île de la Réunion.**

Restauration de mangroves : 200 000 propagules plantées dans la commune de Boanamary



Les parties prenantes engagées dans la restauration des mangroves et la gestion des océans.

Les mangroves jouent un rôle économique et écologique important. C'est pourquoi, une grande sensibilisation et conscientisation des communautés vivant surtout aux alentours des forêts de mangroves, est entamée par le ministère de la Pêche et de l'Économie bleue, à travers la mise en œuvre du programme SWIOFish 2, face aux problématiques liées à la dégradation des ressources marines résultant des activités anthropiques. Diverses manifestations ont ainsi été organisées dans le cadre de la célébration de la Journée Mondiale des Océans, trois jours durant à Mahajanga. À titre d'illustration, 200 000 propagules sont plantées à Ambalatany dans la commune rurale de Boanamary. Ce qui permettra de restaurer une forêt de mangroves sur une superficie de 20ha, et partant à la restauration et à la protection des écosystèmes marins et littoraux.

Gestion des océans. Toujours dans le cadre de cet événement, les enjeux, les défis et les opportunités relatives à la gestion des océans sont mis en relief. Nourriture, santé, habitat, emploi, transport, loisirs sont entre autres les services rendus à l'humanité par l'océan, auxquels il faut ajouter le rôle de régulateur du climat. Force est ainsi de reconnaître que l'océan assure un rôle important dans le bien-être des êtres vivants et de l'humanité. Il produit 50% des oxygènes présents dans l'atmosphère, abrite de nombreuses espèces et constitue une source de revenus pour 40 millions de personnes dans le monde. Sa préservation est donc capitale.

Conférences. Outre l'organisation d'un carnaval qui a traversé la capitale du Boeny et d´un Beach cleaning, effectué à Belinta et à la Petite Plage, deux conférences ont également été organisées dans les locaux du Gouvernorat lors de la célébration de la JMO. La première conférence porte sur le thème « La contribution de l'économie bleue pour l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire », panélisée par le ministre de la Pêche et de l'Economie bleue, Mahatanty Paubert, la FAO, le PAM et un représentant de la société civile. La deuxième conférence porte réflexion sur « Quel avenir pour notre espace maritime ? », panélisée par les représentants du ministère de tutelle, de l'UNESCO, de l'IHSM et du WWF. **Suite de l'article**

Echanges sur le projet de code des énergies I Les discussions prennent fin cet après-midi

Nazir Nazi



La maîtrise efficace de l'énergie a été le dernier chapitre débattu à la fin de la journée d'hier. Il s'agit d'un plan d'action touchant notamment l'usage optimal et durable de la biomasse, à la minimisation des pertes au sein du réseau électrique, à l'efficacité énergétique des équipements ménagers et professionnels ainsi qu'à l'efficacité énergétique dans le domaine des transports.

Des échanges sur un projet de code des énergies renouvelables pour l'Union des Comores prennent fin l'après-midi de ce vendredi, 10 juin dans un hôtel de la place. Après cinq jours, des techniciens et experts du secteur ont échangé sur ce document de soixantaine de pages à travers ses quatorze chapitres et ses cent neuf articles.

L'objectif du présent projet est de faire des propositions sur la base des observations formulées par les parties prenantes et n'a pas vocation à être utilisé comme version finale du projet de code et servira de base de travail en vue de discussions avec l'équipe nationale de projet.Les discussions d'hier ont été axées tout d'abord sur les autres utilisations des énergies renouvelables. Dans la mesure où les sources d'énergies renouvelables peuvent être exploitées dans un but autre que la production d'électricité.

La stratégie pluriannuelle de l'énergie

La part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie dans plusieurs secteurs, notamment de la chaleur, du froid, du transport, des parcs éco-industries.Cette part est fixée dans la Stratégie pluriannuelle de l'énergie. "Tout titulaire d'une[autorisation] de production d'électricité, de chaleur ou de froid à partir de sources d'énergies renouvelables, **Suite de l'article**

Vers un dialogue inclusif des partenaires pour un développement durable de l'éducation

13/06/2022 Kamal Gamal



©: HZK-LGDC

Des partenaires pour le développement durable de l'éducation au niveau du pays se sont réunis le 10 juin dernier dans le cadre de la validation finale des dispositifs et principes de fonctionnement et de communication entre les partenaires et le gouvernement, pour établir un dialogue inclusif en faveur de l'éducation nationale.

Dans l'objectif de renforcer l'éducation au niveau du pays, des rencontres entre les partenaires de l'éducation et le gouvernement se multiplient. Le vendredi dernier, dans les locaux du ministère de l'éducation s'est tenue une réunion de validation finale des dispositifs et des principes de fonctionnements basés sur une stratégie du dialogue inclusif du GLPE (Groupe Local des partenaires de l'Éducation). Pour le ministère de l'éducation, la rencontre était une suite de la réunion tenue le 12 avril dernier qui a mis en place des instruments de base nécessaires à l'opérationnalisation effective du GLPE et du STP (Secrétariat Technique Permanent). « Ses services faciliteront l'instauration et la pérennisation d'une dynamique forte partenariale et constructive », précise le ministre Dr Takkidine Youssouf.

La réunion validait entre autres le cadre de concertation à savoir le GLPE et le STP en appui au GLPE et au dialogue inclusif et la nécessité d'harmoniser et dégager dès l'approbation de GLPE les processus d'analyse, les facteurs favorables et des consultations nationales sur la transformation de l'éducation en ligne avec le sommet sur la transformation de l'éducation. Il est important de rappeler que le gouvernement s'est engagé sur plusieurs projets dont celui de Boundo la Malezi d'améliorer la qualité de l'éducation aux Comores en passant par des formations des inspecteurs pédagogiques, des enseignants et des directeurs d'établissements.

Attention danger – La Covid-19 amorce un retour en force



Les nouveaux cas ont triplé en quinze jours. La Covid-19 retrouve une certaine vitalité.

Il fallait s'y attendre. Avec la levée du port obligatoire du masque sauf dans le transport en commun conjugué à la reprise des lignes internationales, l'épidémie de Covid19 amorce un retour en force. Les chiffres en donnent la preuve. De soixante-trois il y a quinze jours, le nombre de nouveaux cas est passé à cent la semaine passée et deux cent sept au dernier bilan publié hier pour la période du 4 au 10 juin.

Certes, comparés aux chiffres de l'année 2020 à la même période avec des centaines de nouveaux cas au quotidien et une dizaine de décès, il n'y a pas encore le feu mais la vitesse de propagation de l'épidémie est telle que le pic peut être très vite atteint. C'est d'autant plus vrai que l'État vient de lever l'obligation de port de masque sauf dans les transports en commun où personne ne respecte d'ailleurs.

La remontée du nombre de cas a été remarquée après la fête de Pâques et de Pentecôte où un grand rassemblement de gens a été observé un peu partout dans tout le pays. Il va sans dire que le port de masque et les gestes barrières sont désormais de lointains souvenirs. Seuls quelques « froussards» s'y conforment. La majorité se plait dans l'indiscipline générale.

Suite de l'article

Lire aussi :

COVID-19 ET VOYAGEURS : Le test PCR n'est plus obligatoire
Lagazettedes comores

Covid-19 : encore trois décès en une semaine
Defimedia.info